

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Irak

Dossier

N° 524 du 05.01.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_irakiens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire : :

Tiré à part

Gilles Munier : Etats-Unis : départ d'Irak... sur la pointe des pieds

IRIB : Irak: Tarek al-Hachemi appelle les Etats-Unis à renverser le gouvernement Maliki

1 Dossier & Point de vue

1-1 L'art de la guerre - Manlio Dinucci: En Irak la guerre est « subrogée ».

1-2 Bill Van Auken : Le scandale de la morgue de Dover et les soldats jetables de l'Amérique.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Crime de guerre: la prison d'Abou Ghraib, vous en rappelez-vous ?

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Louis DALMAS : LA CONTINUITÉ DU MENSONGE.

3-2 Après la guerre directe, la guerre soft commence à rendre l'âme !

3-3 Dirk Adriaenssens : L'Irak totalement détruit par l'invasion et l'occupation.

3-4 Gilles Munier : Les dirigeants irakiens s'entre- assassinent.

4 Annexe

4-1 New Orient News : La défaite de l'empire américain.

---

Tiré à part

---

1 Dossier &

---

1 Dossier & Point

---

---

---

---

---

---

Tiré à part

Gilles Munier : Etats-Unis : départ d'Irak... sur la pointe des pieds

Comme la résistance irakienne le prévoyait, les troupes étasuniennes ont quitté l'Irak « la queue entre les jambes », sans tambour ni trompette. Cela dit, les Irakiens sont loin d'en avoir fini avec l'occupation américaine.

Barack Obama avait beau dire, le 12 décembre dernier, que les « derniers soldats américains » quittaient l'Irak « la tête haute et dans l'honneur », sur le terrain la réalité était toute autre. A part leurs obligés politiques et les trafiquants et proxénètes qui rodaient autour de leurs bases, personne ne les regrette. Pour les Irakiens, toutes tendances confondues, les G.I sont la lie de la terre, des « serial killers ». Les communicants du Pentagone se gardent bien de dire que l'armée US a dû payer cash plus d'une vingtaine de chefs de tribus sur la route du sud de l'Irak pour que les convois militaires parviennent au Koweït sans être attaqués.

Redéploiement militaire,

plutôt que retrait

Dans un communiqué, l'Armée de l'Ordre naqshabandi, membre du front de libération dirigé par Izzat Ibrahim al-Douri, chef du parti Baas clandestin, fait remarquer que l'ambassade des Etats-Unis héberge « des milliers de mercenaires de sociétés de sécurité », que des consulats bourrés d'espions ont été ouverts dans chaque gouvernorat et que des officiers américains, baptisés « instructeurs », conseilleront les forces de répression du régime. Le porte-parole de l'organisation en conclut que l'occupation de l'Irak se poursuit sous une autre forme. C'est également le constat de Jason Chaffetz, Représentant

républicain de l'Utah au Congrès des Etats-Unis, qui note qu'Obama s'est livré à un « tour de passe-passe », après le refus du gouvernement irakien d'accorder l'immunité aux G.I's, en augmentant le nombre des « contractors » haïs par la population. La résistance nationale et Al-Qaïda au Pays des deux fleuves ont donc de beaux jours devant eux.

En effet, si les Etats-Unis ont construit à Bagdad une ambassade-bunker occupant une surface équivalente à celle de l'Etat du Vatican, ce n'est pas pour laisser les Irakiens maîtres de leur destin, mais pour tirer les ficelles des agents recrutés par la CIA ces neuf dernières années. Selon The Huffington Post, 50% des 16 000 personnes constituant le personnel de l'ambassade, sont des agents de sécurité. En d'autres termes des militaires et des espions. Ces chiffres ne comprennent pas les contractors– mercenaires - protégeant les consulats et le Bureau de coopération en matière de sécurité qui forme la nouvelle armée irakienne aux matériels en attente de livraison : hélicoptères, tanks, et 18 F-16. Les contrats signés dans ce domaine sont estimés à 13 milliards de dollars. D'autres, d'une valeur de 900 millions de dollars, sont en discussion. Au total, pas moins de 3 500 « contractors » seront dispatchées à travers l'Irak, dans dix agences dépendant du Bureau de coopération. On comprend à l'énumération de ces chiffres que le Pentagone préfère parler de « redéploiement » militaire, plutôt que de « retrait » !

Vers la dictature

Les troupes qui s'en vont laissent derrière elles un pays brisé en mille morceaux. En neuf ans, alors que le pétrole coule à flot, les gouvernements américano-iraniens successifs n'ont pas été capables de remettre en état les infrastructures détruites en avril 2003. Saddam Hussein, se rappellent les Irakiens, avait rétabli la distribution d'eau potable et d'électricité en six mois, et fait reconstruire à l'identique les bâtiments et ouvrages détruits. Mi-décembre, Salah al-Mutlaq, vice-Premier ministre irakien, s'est dit « choqué » d'entendre Barack Obama présenter Nouri al-Maliki en visite à la Maison-Blanche, comme « le chef élu d'un Etat souverain, autonome et démocratique », d'autant qu'il était accompagné par Hadi al-Amiri, ministre des Transports et ancien chef de la milice Badr, accusé d'enlèvements et de tortures par les Irakiens. Depuis les dernières élections législatives, le Premier ministre irakien a entre ses mains tous les organes de sécurité et a fait arrêter un millier de baasistes soupçonnés de complot. Une brigade chiite, acquise à sa cause, suffirait pour occuper la Zone verte et cueillir au saut du lit tous les dirigeants opposés à son régime. En fait, dit Al-Mutlaq, l'Irak se dirige vers la dictature et la partition, c'est-à-dire vers de nouvelles guerres. Des vérités pas bonnes à dire, Maliki demande maintenant au Parlement de le démettre de son poste et s'en prend à Tarik al-Hashemi, vice-président de la République, chef du Parti islamique, les Frères Musulmans irakiens.

Gilles Munier

Mardi 3 janvier 2012

(Afrique Asie – janvier 2012)

IRIB : Irak: Tarek al-Hachemi appelle les Etats-Unis à renverser le gouvernement Maliki.

Le vice-président irakien Tarek al-Hachemi, accusé d'être impliqué dans les attentats terroristes, a demandé aux Etats-Unis d'intervenir pour renverser le gouvernement irakien. Après le lancement du mandat d'arrêt à son encontre, Tarek al-Hachemi, s'est enfui dans la région kurde irakienne. Le vice-président irakien, sans tenir compte des aveux de ses partisans révélant sa collaboration avec les terroristes afin de semer la discorde entre les musulmans de ce pays, a prétendu : nous les sunnites, nous ne pouvons pas parvenir avec Nouri al-Maliki à la réconciliation, les sunnites irakiens doivent penser plutôt à l'autonomie. Les aveux de certains proches de Tarek al-Hachemi, révèlent le soutien financier qu'il apportait aux terroristes pour massacrer les chiites irakiens. Le mandat émis contre le haut membre de la coalition al-Iraqiya a fait que cette coalition qui, avec moins d'un quart des 325 sièges du

parlement, est la deuxième grande fraction parlementaire, retire ses membres du parlement et du gouvernement de Maliki. En réaction à ce geste d'Al-Iraqiya, Nouri al-Maliki lui a donné un délai de 10 jours pour retourner à ses postes, le cas échéant, il sera écarté du pouvoir. Le premier ministre irakien a demandé au chef de la région kurde, Massoud Barzani, de remettre Al-Hachémi, à l'appareil judiciaire. La déstabilisation de l'Irak sur le plan politique et sécuritaire figure parmi les tactiques d'Iraqiya pour faire pression sur le gouvernement de Nouri al-Maliki, le conduisant à quitter le pouvoir. Al-Iraqiya soutenu par les Etats-Unis ne ménage aucun effort pour renverser le gouvernement Maliki et démembrer l'Irak. Selon Hossein Chalouchi, analyste politique irakien, la Liste al-Iraqiya dont Tarek al-Hachemi est un des piliers des relations étroites avec les Etats-Unis, c'est pourquoi son échec est considéré comme celui de la Maison Blanche en Irak. La Liste al-Iraqiya pour occulter ce revers et le retrait américain d'Irak, a mis sur la table le projet de la création des zones autonomes en Irak, un projet suspect qui vise l'unité et l'homogénéité du pays, en connivence avec les Etats-Unis et certains pays de la région.

04/01/2012

<http://french.irib.ir/analyses/commentaires/item/162234-tarek-al-hachemi-appelle-les-etats-unis-a-renverser-le-gouvernement-maliki>

---

---

## 1 Dossier & Point de vue

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 L'art de la guerre - Manlio Dinucci: En Irak la guerre est « subrogée ».

Nos troupes sont sorties d'Irak « la tête haute », a annoncé le commandant en chef Barack Obama. Les USA ont de quoi être fiers. Ils quittent un pays envahi en 2003 au motif qu'il possédait des armes de destruction de masse, motif qui s'est révélé infondé. Mis à feu et à sang par plus d'un million et demi de soldats, que le Pentagone a déployés par rotations, avec aussi des centaines de milliers de contractor militaires (mercenaires), en employant n'importe quel moyen pour écraser la résistance : des bombes au phosphore contre la population de Fallujah aux tortures d'Abu Ghraib. Provoquant environ un million de victimes civiles, qui s'ajoutent à celles de la première guerre contre l'Irak et de l'embargo. Contraignant plus de 2 millions d'Irakiens à quitter leur maison et autant à se réfugier en Syrie et en Jordanie. Laisant un pays sinistré, avec un chômage à plus de 50%, la moitié des médecins qu'il avait avant l'invasion, un tiers des enfants affectés de malnutrition, à qui s'ajoutent ceux qui ont des malformations génétiques dues aux armes du Pentagone. Une guerre que les USA ont payée de 4.500 morts et plus de 30mille blessés chez les militaires, dont 30% sont rentrés chez eux avec de graves problèmes psychiques. Guerre qui a coûté 1.000 milliards de dollars, à quoi s'ajoutent environ 4mille milliards de dépenses indirectes, comme celles de l'assistance aux anciens combattants. Elle en a cependant valu la peine : dorénavant « l'avenir de l'Irak sera dans les mains de son peuple », assure le président Obama. Est-ce ainsi qu'il a gagné le Prix Nobel de la Paix ? On peut en douter en lisant le manuel de la US Army sur « La guerre subrogée pour le 21ème siècle » : une guerre menée en substituant aux forces armées traditionnelles, qui interviennent ouvertement, des forces spéciales et agents secrets qui agissent dans l'ombre, avec le soutien de forces alliées, de fait sous commandement étasunien. Divers faits le confirment. Le personnel de l'ambassade étasunienne à Bagdad, la plus grande du monde, passera de 8mille à 16mille personnes. Son « bureau de coopération et sécurité », qui entraîne et arme les forces irakiennes sera renforcé. Depuis 2005, le gouvernement irakien a acheté des armements étasuniens pour une valeur de 5 milliards de dollars et, selon le programme, il en achètera d'autres pour 26 milliards. Parmi lesquels, 36 chasseurs F-6 avec leurs armements (qui pourraient augmenter jusqu'à 96), dont les pilotes seront entraînés aux Etats-Unis et dont les bases seront de fait sous le contrôle du Pentagone. Des unités de la Cia et des forces spéciales étasuniennes continuent à entraîner (et de fait à diriger) les « forces de sécurité » qui, sur

ordre du premier ministre Nouri al-Maliki, ont déjà arrêté des centaines d'ex-baasistes accusés, sur la base de preuves fournies par le Cnt libyen, d'avoir préparé un coup d'état avec l'appui de Kadhafi. En même temps Washington s'attache le gouvernement régional kurde de Masoud Barzani avec lequel ExxonMobil a conclu un gros contrat d'exploitation pétrolière, en doublant le gouvernement de Bagdad.

Au Kurdistan irakien opèrent depuis 2003 des forces spéciales étasuniennes, sous les ordres du général Charles Cleveland. Celui-là même qui -révèle le journal égyptien al-Arabi- entraîne et dirige aujourd'hui en Turquie les commandos de l' « armée syrienne libre » pour la « guerre subrogée » contre la Syrie.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 20 décembre 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20111220/manip2pg/14/manip2pz/315245/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

-----  
-----  
1-2 Bill Van Auken : Le scandale de la morgue de Dover et les soldats jetables de l'Amérique.

L'épouvantable révélation selon laquelle l'armée américaine a engagé un sous-traitant privé pour transporter, incinérer et jeter les restes humains des soldats américains tués en Irak dans un site d'enfouissement a outré les familles de ceux qui ont été tués dans les guerres de Washington ainsi que plusieurs des membres du personnel militaire qui sont encore actifs ou qui sont à la retraite.

L'enfouissement des restes humains envoyés à la base aérienne de Dover, qui, selon le Pentagone, a pris fin en 2008, s'est déroulé sous le couvert d'un silence médiatique imposé par le Pentagone et la Maison-Blanche de Bush. Bush avait justifié la censure de la presse en déclarant que « la sensibilité et la vie privée des familles de ceux qui sont tombés au combat doivent être la priorité numéro un ».

Bien sûr, la vraie raison était que l'administration ne voulait pas alimenter le sentiment antiguerre qui allait en augmentant. Comme l'a expliqué un ancien commandant de l'armée, la décision d'utiliser la force militaire devrait passer « le test Dover » – c'est-à-dire, la réaction du public face au flot continu de cercueils enveloppés dans le drapeau et défilant dans la base aérienne du Delaware. De la même manière que la Maison-Blanche de Bush a lancé la guerre en Irak sur la base de mensonges, elle a tenté de tromper le peuple américain en s'évitant ce « test » par le biais de la censure d'État.

Ses opérations étant entourées de mystère, la morgue de Dover a introduit la pratique bizarre et inhumaine qui consiste à emballer des restes humains déjà incinérés ainsi que des déchets médicaux et à les envoyer à un site d'enfouissement afin qu'ils soient incinérés et éparpillés parmi les déchets.

Gari-Lynn Smith, la veuve de Scott B. Smith, sergent de première classe et membre d'une unité de déminage tué en 2006, a passé quatre ans à écrire des lettres, à faire des appels téléphoniques et à soumettre des requêtes d'informations afin de découvrir ce qui est arrivé aux restes de son mari identifiés après ses funérailles.

En avril dernier, elle a finalement reçu une réponse qui disait que de tels restes étaient incinérés et jetés au site d'enfouissement de King George. Cette information était suivie d'une note du directeur de la

morgue de Dover qui disait : « J'espère que cette information vous amène du réconfort en cette période de deuil. »

En colère, Smith a dit au Washington Post, « Ils savaient qu'ils faisaient quelque chose de dégueulasse et ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour nous le cacher. »

Dans des excuses faites à contrecœur, le chef adjoint de l'état-major de l'Air Force, le lieutenant-général Darrell Jones, a déclaré lors d'une conférence de presse à Washington jeudi que le Pentagone regrettait toute « détresse additionnelle que les pratiques passées auraient pu causer aux familles. »

Tout en soutenant que la mission de l'Air Force Mortuary Affairs Operations était de traiter les dépouilles des soldats morts au combat avec "dignité, honneur et respect", il a défendu la pratique de mettre ensemble des restes humains et des déchets biologiques pour incinération et élimination comme étant « en respect des normes de l'industrie ». Cependant, des représentants du site d'enfouissement et de l'entreprise recrutée pour procéder au transport et à l'incinération des caisses marquées « déchets biologiques » provenant de Dover n'ont jamais été informés de leur contenu et ont été choqués d'apprendre qu'ils avaient manipulé des restes humains.

Le général de l'Air Force fait référence aux « normes de l'industrie » pour le transport des déchets. Mais la norme pour s'occuper des dépouilles des soldats a été fixée par la tombe des inconnus au cimetière national d'Arlington.

L'Air Force a tenté de justifier ses actes en notant que les familles des 274 membres du personnel militaire impliqués avaient signé des documents demandant de ne pas être avisées si des restes de leurs êtres chers étaient identifiés après leur inhumation. Certainement, pour de nombreuses personnes, rien ne pourrait être plus horriblement douloureux que de recevoir des appels les informant qu'un autre morceau de leur enfant, conjoint ou parent avait été retrouvé.

Mais bien sûr, aucun d'entre eux n'aurait pu imaginer que ces restes allaient être enterrés dans un site d'enfouissement. En plus des 976 membres et parties de corps humain des 274 soldats, on s'est débarrassé de plus de 1700 autres restes humains de façon semblable.

Le chef de l'Air Force, le général Norton Schwartz, a dit aux médias que les familles n'avaient été informées de cette procédure que la semaine dernière, car le Pentagone avait été forcé d'attendre que l'Office of Special Counsel produise son rapport d'enquête dans l'affaire.

Cependant, la conseillère juridique Carolyn Leclair a qualifié l'explication fournie par Schwartz de « manifestement fausse ». Elle a soutenu que son bureau avait pressé l'Air Force à maintes reprises, et ce, depuis mars, d'avertir les familles. « Ils ont dit alors que certaines de ces familles avaient des blogues, et que l'on ne pouvait pas leur faire confiance, qu'ils pourraient raconter ce qu'ils savaient aux médias », a-t-elle dit.

La société américaine et sa culture politique sont saturées de la glorification du militarisme et de l'incessante déification des « guerriers » de l'armée, un concept complètement étranger à une république démocratique dont l'usage s'est répandu avec la « guerre contre le terrorisme ». Mais l'horrible vérité de la profanation de restes humains à Dover et la honteuse tentative de l'armée pour masquer cette affaire ont exposé le cynisme et la brutalité entourant une décennie de guerres sans interruption, ainsi que l'inhumanité exprimée envers les soldats qui ont mené ces guerres.

Les guerres en Afghanistan et en Irak ont été déclenchées sur la base de mensonges sur la supposée menace du terrorisme et d'armes inexistantes de destruction massive. Elles sont menées dans les intérêts de l'élite financière et dans le but d'assurer l'hégémonie des États-Unis sur les régions stratégiques vitales et riches en énergie de l'Asie centrale et du golfe Persique. Ces guerres ont considérablement enrichi une clique de contractants privés, de Halliburton à Blackwater.

Quant aux soldats, ils sont considérés comme de la chair à canon. Ils sont membres d'une soi-disant « armée de volontaires » qui a été créée au lendemain de la guerre du Vietnam précisément pour isoler la machine de guerre américaine des influences démocratiques et des sentiments populaires contre le militarisme. L'objectif était de donner au gouvernement une plus grande liberté pour mener une agression militaire à l'étranger que si la population entière était soumise à la conscription militaire.

Le résultat est que les guerres impérialistes de la dernière décennie ont été menées par une très faible portion de la population, où seulement la moitié d'un pour cent des adultes américains en service actif à n'importe quel moment. Cette couche, issue principalement de la jeunesse ouvrière, la plupart cherchant du travail ou une façon d'obtenir une éducation universitaire, a été soumise à un nombre sans précédent de tours de service pratiquement sans interruption en Afghanistan et en Irak.

Ces guerres ont impliqué des crimes terribles contre les populations civiles : on évalue à plus d'un million le nombre de vies irakiennes perdues et à des dizaines de milliers les civils tués en Afghanistan. Le caractère colonial de ces conflits a aussi fait des ravages sur les troupes qui les ont menés. En addition aux plus de 6 300 soldats qui ont perdu la vie en Irak et en Afghanistan, plus de 16 pour cent des anciens combattants, après le 11-Septembre, ont souffert de sérieuses blessures, dont bon nombre d'entre elles étaient des amputations et des traumatismes crâniens. Les blessures invisibles des traumatismes psychologiques et émotionnels sont encore plus envahissantes.

Pour ceux qui quittent l'armée, et des dizaines de milliers se joindront à eux avec le retrait des troupes d'Irak, les conditions sont de plus en plus sombres. Ceux qui retournent à la vie civile feront face à la pire crise économique depuis la Grande Dépression des années 30.

Le taux de chômage chez les jeunes vétérans, âgés de 18 à 24 ans, a augmenté à 30,4 pour cent, soit le double du taux pour l'ensemble de cette tranche de la population.

Au moins 13 000 jeunes vétérans âgés de 18 à 30 ans ont rejoint la population sans domicile fixe du pays selon une récente étude menée par le Department of Housing and Urban Development and the Veterans Administration (ministère du Logement et du Développement Urbain et de l'Administration des anciens combattants).

Des centaines de milliers de ceux envoyés en Irak et en Afghanistan sont revenus avec le trouble de stress post-traumatique, qui avec les multiples amputations est possiblement la blessure typique de ces deux guerres coloniales. La plupart doivent se battre pour recevoir des traitements, les rendez-vous étant souvent retardés de plusieurs mois. Dans certains cas, même les soldats ayant fait une tentative de suicide se voient refuser des rendez-vous dans un délai raisonnable.

Le taux de suicide parmi les militaires en service actif ont atteint de nouveaux records : 305 membres de l'armée se sont enlevé la vie l'année dernière. Chez les anciens combattants, les chiffres sont encore plus alarmants. L'Administration des anciens combattants estime que 18 vétérans se suicident tous les jours.

Le scandale entourant la gestion des restes humains à Dover est emblématique de la réalité des soldats jetables, mâchés et crachés par la machine de guerre américaine.

Bill Van Auken

Mondialisation.ca, Le 19 décembre 2011

wsws.org

Article original, WSWs, paru le 10 décembre 2011

---

---

## 2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 2-1 Crime de guerre: la prison d'Abou Ghraib, vous en rappelez-vous ? (témoignage)

Samedi 17 Décembre 2011

Les Américains "nous enfermaient dans des boîtes en fer et faisaient un bruit infernal qui provoquait de terribles maux de tête": Abou Moustafa a connu l'"enfer" de la prison d'Abou Ghraib près de Bagdad, et il lui arrive depuis de devenir "fou par moments".

Cet enseignant de 33 ans, originaire de la ville sainte chiite de Najaf, a appartenu à l'Armée du Mahdi, lié au courant Sadriste. Arrêté en septembre 2004, il a passé quatre ans dans les prisons américaines, dont deux séjours à Abou Ghraib.

Depuis il est devenu totalement instable. "Par moments, je deviens fou, je crie sans raison ou je reste prostré pendant des heures. Ma famille me demande pourquoi je me conduis ainsi. Que lui dire? Que j'ai brusquement le sentiment qu'ils m'enchaînent pour me remettre à nouveau dans cette boîte".

"Je ne peux pas décrire l'enfer que j'ai vécu", assure ce père de deux enfants.

En avril 2004, la prison d'Abou Ghraïb, à 20 km à l'ouest de Bagdad, est devenue le symbole honni de l'occupation américaine pour nombre d'Irakiens, après la révélation des sévices infligés aux prisonniers par des soldats américains. La publication des premières photos de prisonniers maltraités par leurs geôliers a entraîné un scandale retentissant. Sur les images, des pyramides de détenus nus, des prisonniers tenus en laisse, menacés par des chiens.

Ces exactions ont été présentées par l'administration américaine comme étant le fait de quelques militaires isolés. Onze soldats américains ont été condamnés à des peines allant de la radiation de l'armée à dix ans de prison. Mais qui peut croire un tel mensonge?

La prison fut graduellement fermée de septembre 2006 à février 2009. Un autre ancien détenu, Mahmoud Ali Hussein, jette un oeil à ses moignons avant de promettre: "Jamais je n'oublierai ce que m'ont fait les Américains et j'apprendrai à mes trois enfants à les combattre".

Employé dans le garage de son père à Fallouja, à 60 km à l'ouest de la capitale, Mahmoud Ali Hussein, âgé aujourd'hui de 35 ans, avait été arrêté avec dix autres habitants en octobre 2005, au pic de l'insurrection dans cette région sunnite. Blessé dans un attentat contre le convoi américain qui le conduisait à la sinistre prison, il a été amputé des deux bras et des jambes.

"Les soldats américains étaient brutaux. Même les malades étaient attachés à leur lit", se souvient l'homme assis sur une chaise roulante, qui a été libéré en 2006. Pendant qu'il parle, un parent lui tend une cigarette pour qu'il aspire une bouffée. "J'aurais voulu posséder encore mes bras et mes jambes pour les combattre car j'ai assisté à la longue souffrance de mon peuple".

Construite dans les années 1960, la prison était un centre de torture et d'exécution sous l'ex-président Saddam Hussein. Après sa chute en avril 2003, l'établissement avait été baptisé par les Etats-Unis

"Centre correctionnel de Bagdad", ultime affront aux Irakiens. Il a été transféré aux Irakiens en septembre 2006.

Selon Nagi Abid Hamid, chef d'Ahed (Promesse), une organisation de défense des droits des prisonniers, 70% des dizaines de milliers d'Irakiens qui sont passés par les prisons américaines ont des séquelles. "Ils ont des accès de violence, certains s'isolent de leur famille ou refusent de manger pendant plusieurs jours, d'autres ont divorcé", assure-t-il.

A Samarra, à 110 km au nord de Bagdad, Abou Mohammad, un enseignant de 47 ans, assure être "devenu asocial". "Je n'arrive plus à plaisanter, ni à passer une soirée avec des amis. J'ai le sentiment que mes enfants me haïssent", confie ce père de cinq enfants, arrêté en mars 2004 car il se trouvait sur le lieu d'un attentat anti-américain. Il a croupi deux ans à Abou Ghraib.

Dans le jardin de la maison familiale à Fallouja, pendant qu'un de ses proches distribue des photos de Mahmoud avant l'attentat, son père Ali Hussein se dresse et lance d'une voix sourde: "S'il existe une justice internationale, ces Américains doivent être jugés. J'espère qu'il leur arrivera la même chose qu'à mon fils".

IRIB

---

---

### 3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

#### 3-1 Louis DALMAS : LA CONTINUITÉ DU MENSONGE.

Un article de Tzvetan Todorov a été publié par Libération, le 19 décembre dernier, sous le titre "Le souci de vérité", est à figurer également en anglais dans le International Herald Tribune du même jour.

Le texte est important, à la fois par la notoriété de l'auteur, et par l'ampleur de sa diffusion.

Le sous-titre français en résume le thème : "Les fondements de la démocratie sont en péril dès lors qu'un pays accepte, comme les Etats-Unis avec la guerre en Irak, le mensonge ou l'illusion".

Se référant au rapport Baker-Hamilton, qui affirme en termes mesurés mais fermes, que le gouvernement de Bush a sacrifié la vérité à ses buts politiques dans son aventure irakienne, Todorov écrit ; "La préparation et le déclenchement de la guerre reposaient sur un double mensonge ou une double illusion, à savoir qu'Al Qaeda était lié au gouvernement irakien et que l'Irak possédait des armes de destruction massive, nucléaires, biologiques ou chimiques."

L'information ainsi faussée a été relayée pendant cinq ans par tous les grands médias, conditionnant l'opinion publique à une vision erronée de la réalité.

Ce constat à la fois juste et inquiétant est aujourd'hui généralement partagé, ce qui est une avancée, mais malheureusement trop tard pour effacer le mal déjà fait. Si l'on veut éviter de semblables entorses à la démocratie dans l'avenir, il faut pousser plus loin l'analyse au moyen de quelques rappels historiques indispensables.

Il y a un peu plus de trente ans, s'est déroulé un processus en tous points semblable à celui qui a servi à justifier l'attaque de l'Irak : la manipulation qui a déclenché la guerre du Vietnam.

Le 22 novembre 1963, trois semaines après le meurtre de Ngo Dinh Diem à Saigon, le président John F. Kennedy est assassiné à Dallas. Le vice-président Lyndon Baines Johnson le remplace. La tension est

vive dans l'ex-Indochine. Au cours de l'année 1964, cinq coups d'Etat ou tentatives de coups d'Etat ont lieu à Saigon, et sept gouvernements se succèdent. La République démocratique du Vietnam, installé au nord à Hanoi, renforce son aide au Front national pour la libération du Vietnam, qui contrôle d'importantes zones au sud et à l'ouest de Saigon. Des détachements armés de la CIA, en coopération avec l'Armée nationale de la République du Vietnam, effectuent des opérations de commando contre des objectifs côtiers du nord (Opération Plan 34 A). Des navires américains sont envoyés dans les eaux territoriales du Nord-Vietnam, dans le golfe du Tonkin (Opération De Soto). Un accrochage se produit avec les garde-côtes de l'Armée populaire vietnamienne, en riposte à un raid clandestin, le 30 juillet, d'agents de la CIA contre des objectifs situés sur les îles de Hon Mé et Hon Ngu. Le destroyer USS Turner Joy rejoint le Maddox dans le golfe du Tonkin.

Dans la soirée du 4 août, les marins américains signalent une attaque du Nord-Vietnam. Selon leur rapport, le combat dure quatre heures et 22 torpilles sont tirées contre les navires US.

Or l'incident s'est révélé - des années plus tard - complètement imaginaire. Que son récit ait été dû à une erreur de transmission ou à une fabrication volontaire, il est monté en épingle par tous les grands médias et convainc les Américains de la nécessité de réagir. Le président Johnson ordonne des raids aériens contre la République démocratique du Vietnam (Opération Pierce Arrow). Le 5 août, le Washington Post titre : "Les avions américains frappent le Nord-Vietnam. Après la seconde attaque de nos destroyers, des mesures sont prises pour empêcher une nouvelle agression." Le même jour, le New York Times porte la manchette : "Le président Johnson ordonne des opérations de représailles contre les bateaux et les installations de soutien au Nord-Vietnam après les attaques renouvelées de destroyers américains dans le golfe du Tonkin." Le 7 août, le Sénat américain, enthousiaste, adopte la "Résolution sur le golfe du Tonkin" qui est confirmée le lendemain par la Chambre des représentants. Johnson a carte blanche. La guerre du Vietnam commence.

Le parallèle avec l'Irak est frappant. Un prétexte inventé de toutes pièces sert à justifier la guerre. Plus grave encore, le mensonge est occulté pendant toute la période où meurent des centaines de milliers de victimes. Dans l'intervalle, les initiés se rendent compte que la seconde attaque n'a jamais eu lieu, mais ils attribuent la désinformation à une mauvaise interprétation des communications de l'époque et préfèrent garder le silence. Ce n'est qu'en 2001 que Robert Hanyok, un historien de la National Security Agency, apporte la preuve définitive de la falsification délibérée de ces communications. Mais là encore, on occulte l'affaire. L'agence continue à classer "secret" le rapport "interne" de Hanyok, pour éviter la comparaison avec l'Irak. Il a fallu attendre un article du New York Times du 31 octobre 2006 pour que le public soit enfin informé.

Pourquoi ce retour en arrière ? Parce que l'affaire du golfe du Tonkin est une répétition générale du processus qui a mûri en Irak, et qui illustre la règle bien connue : quand un Etat veut justifier une initiative militaire, il en invente le prétexte. Et, avec l'aide des grands médias, il imprègne la conscience de ses citoyens de la réalité du prétexte inventé, fondé sur le noircissement de l'adversaire, de façon à les convaincre de la nécessité de l'intervention projetée. C'est ainsi qu'a été décidé par Washington (avec le consensus de la classe politique et l'assentiment populaire) le bombardement du nord-Vietnam ; c'est ainsi qu'a été décidé (avec le consensus de la classe politique et l'assentiment populaire) le bombardement de l'Irak. Les deux bombardements légitimés par de fausses informations et massivement acclamés. Ce genre de plébiscite du bourrage de crâne marque le succès de ce qu'on appelle la propagande, dont les Etats-Unis n'ont cessé de développer et de perfectionner les moyens.

Mais alors se pose une question importante. Comment peut-on raisonnablement imaginer que cette continuité dans la façon mensongère de justifier une agression, allant du Vietnam à l'Irak, ait tout à coup été interrompue à propos de la Yougoslavie ? Comment, en toute logique, peut-on croire qu'on ait menti pour pouvoir bombarder le Vietnam en 1964, qu'on ait menti pour pouvoir bombarder l'Irak en 2003, et qu'entre les deux, on ne se soit jamais écarté de la vérité pour pouvoir bombarder la Yougoslavie en 1999 ?

C'est bien sûr improbable. La technique de conditionnement du public n'a cessé de faire des progrès. Elle s'est montrée de plus en plus efficace au cours des années, et il serait bien naïf de penser qu'ayant été mise à profit au Vietnam et en Irak, elle ne l'ait pas été en Yougoslavie.

Elle l'a été. Comme jadis pour le Vietnam et récemment pour l'Irak, la crédulité publique a été entretenue, et abusée, pour la Yougoslavie. Exactement de la même façon que les grands médias ont surenchéri dans la description de l'agression nord-vietnamienne et dans celle de la menace irakienne, ils ont rivalisé pendant une décennie dans la dénonciation de la barbarie serbe. Les deux premiers mensonges sont désormais reconnus, le troisième ne l'est pas encore. Pourtant, comme pour les deux autres, à partir du moment où l'on s'affranchit des préjugés alimentés par la propagande, de l'aveuglement perpétué par le bourrage de crâne, tout change d'aspect. Les certitudes s'effondrent, la version "officielle" s'effrite, on s'aperçoit combien elle est invraisemblable et à quel point on a été trompé.

L'attaque du golfe du Tonkin n'a jamais eu lieu. Comme le dit très justement Todorov, les liens de Saddam Hussein avec Al Qaeda et les armes de destruction massive n'ont jamais existé. Mais ce qu'il ne dit pas, et qu'en toute logique il devrait dire, c'est que beaucoup d'autres choses n'ont pas eu lieu n'ont plus : les viols par les Serbes de 80.000 femmes musulmanes, les camps d'extermination serbes, la destruction serbe de Dubrovnik, la responsabilité serbe des bombes sur le marché de Markalé, le massacre génocidaire par les Serbes de 8.000 prisonniers à Srebrenica, les centaines de milliers de réfugiés fuyant les exactions serbes au Kosovo. Rien de tout cela n'est vrai. Il y a autant de documents et de témoignages qui démentent ces affirmations qu'il y en a eu pour mettre en doute l'agression nord-vietnamienne et les armes de l'Irak. Il y a autant de preuves de la force et de la fausseté de la propagande en ce qui concerne Belgrade qu'on en a trouvé pour réfuter ce qui a été dit de Hanoi et de Bagdad. Dénoncer le bourrage de crâne ne change rien à la réalité. Personne ne conteste le fait que le régime du Nord-Vietnam était un régime communiste ou que Saddam Hussein était un cruel dictateur. Personne ne conteste non plus le fait que les Serbes ont commis des atrocités. Ce qui est en question, c'est la déformation de cette réalité par un battage médiatique mensonger. La falsification a déclenché la guerre du Vietnam et l'invasion de l'Irak ; elle a justifié le bombardement et l'écrasement de la Serbie. Trois développements, dus à des mensonges, qui auraient pu être évités et qui demeurent une honte pour l'Occident.

Deux de ces mensonges ont été reconnus. Il reste à reconnaître le troisième, et à en tirer la leçon.

Louis DALMAS

-----  
3-2 Après la guerre directe, la guerre soft commence à rendre l'âme !

Pour justifier sa guerre contre l'Iraq, l'administration Bush a emprunté les sentiers du mensonge en avançant la thèse des armes à destruction massive.

De son côté, l'administration Obama a emprunté les mêmes sentiers du mensonge non seulement pour justifier la cuisante défaite des Américains et de leurs alliés et laquais, mais aussi pour faire croire aux peuples d'Occident et du monde entier que la mission du Pentagone en Iraq ait été couronnée de succès. "Nos soldats, s'est permis de dire le président américain, sont sortis d'Irak "la tête haute".

Et s'expliquant, il a fait allusion à la démocratie que les envahisseurs avaient promis d'en doter ce pays : "l'avenir de l'Irak sera dans les mains de son peuple". C'est à dire dans les mains de ce qui en reste de ce peuple après 18 ans de guerre de massacre, et d'embargo qui ont fait plus de deux millions de morts, et de ce qui en restera après la guerre soft que les Etats-Unis et son camp du mal continuent de mener contre ce peuple.

Les attentats qui viennent d'ensanglanter la capitale iraquienne sont une expression de cette guerre soft : Ciblant "équitablement" l'une et l'autre des deux confessions majeures en Irak, ces attentats ne peuvent qu'être l'œuvre des services de renseignement américains et de leurs agents de tout bord.

Même les craintes de voir l'Iraq glisser vers une guerre de confessions, craintes exprimées par de Hauts responsables américains ainsi que par des personnalités politiques et des médias arabes enrôlés dans la guerre soft, et qui concernent également la Syrie et d'autres pays dans la région, n'ont d'autre but que la

promotion de la logique des conflits confessionnels sur lesquels compte le camp du mal américain pour atteindre les objectifs qu'il n'a pas pu réaliser par la guerre directe pure et dure.

Les défaites américaines et israéliennes en Afghanistan, en Iraq, au Liban et à Gaza s'ajoutent à la peur de déclencher une guerre ouverte contre l'Iran ou une intervention directe en Syrie pour consolider l'option de la guerre soft dans la mesure où les opérations secrètes et l'attisement des conflits internes semblent mener au but en affaiblissant toutes les parties antagonistes, y compris celles qui prennent au sérieux le mythe d'une alliance en bonne et due forme avec les Etats-Unis et l'Alliance atlantique.

En témoigne la néfaste expérience de la "Grande" révolution arabe qui, pendant la première guerre mondiale, a pourchassé les Ottomans au nom de la fameuse promesse donnée par l'Angleterre et la France selon laquelle les deux super puissances de l'époque reconnaîtraient l'instauration d'un Etat arabe unifié et indépendant incluant la péninsule arabique et la Grande Syrie.

Au lieu de cet Etat, et conformément aux accords secrets de Sykes-Picot, les Arabes ont obtenu une vingtaine d'Etats impuissants, dépendants et en querelle permanent les uns avec les autres, ce qui a facilité l'implantation de l'Etat sioniste sur la terre palestinienne et permis l'évincement de grands pays porteurs des idéaux nationalistes arabes comme l'Egypte, la Syrie et l'Iraq, pour le compte de quelques anciens protectorats du Golfe qui, à l'exemple de Qatar et des Emirats, se proposent maintenant, et par la force des pétrodollars, d'écrire l'histoire de la région en coopération totale avec les Etats-Unis, l'entité sioniste et l'Alliance atlantique.

Bien sûr, les zizanies confessionnelles font partie intégrantes d'une grande panoplie de brouilles religieuses, ethniques, communautaires, politiques, et sociales qu'on cherche à exacerber pour provoquer des conflits qui servent le projet de démantèlement destiné à faire de la Cisjordanie –transformée par l'occupation israélienne en une infinité d'îlots séparés les uns des autres par des autoroutes, des barbelés et des murs de séparation- le modèle de la carte future de ce qu'on appelle le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Le pétrole est depuis longtemps revendiqué par l'Occident comme étant une ressource mondiale. Les monarchies pétrolières du Golfe, fourmillant déjà de bases militaires occidentales et d'armées secrètes ne seront pas épargnées le moment venu par la guerre soft. Tout comme les trillions de dollars amassés par maints chefs et dignitaires arabes dans les banques occidentales et qui sont réduits à des chiffres démunis de sens parce qu'engloutis par la crise monétaire qui frappe les Etats-Unis et l'union européenne.

Mais ce moment ne viendra pas. Non parce que les complexes militaro-industriels qui dictent leurs politiques aux politiciens occidentaux auront perdu leur appétit. Mais parce que la guerre soft qu'on mène contre les forces de la résistance arabe et islamique dans la région n'aura pas plus de chances que la guerre directe pure et dure. Ses échecs sont déjà flagrants dans la guerre cybernétique et les réseaux d'espionnage au Liban et en Iran.

Ce qui se passe actuellement notamment en Iraq, en Syrie et en Egypte, les vieilles matrices du nationalisme arabe et du véritable islamisme, ne tarderont pas à voir se constituer le bloc arabo islamique qui, de l'Iran jusqu'aux côtes de la Méditerranée, se chargera de redessiner la carte unifiée de la région et de la totalité de ce monde qui s'affaisse sous le poids de ses crises sans issue.

27/12/2011

<http://www.moqawama.org/>

---

3-3 Dirk Adriaensens : L'Irak totalement détruit par l'invasion et l'occupation.

« C'est avec une grande fierté – et une fierté durable – que vous quitterez ce pays d'entre les fleuves », a déclaré le ministre américain de la Défense, Leon Panetta, à l'adresse de ses soldats lors de la cérémonie d'adieu qui s'est déroulée à Bagdad le 15 décembre 2011.

Et Panetta, ancien patron de la CIA, d'ajouter que « la guerre en Irak a bien valu son coût énorme en sang et en argent ».

Un récapitulatif s'impose.

Au moins 31 pour 100 du million cinq cent mille soldats environ qui rentrent de la guerre en Irak souffrent de dépression ou de trouble de stress post-traumatique, lesquels influencent de façon très négative leur travail, leurs relations et leur existence familiale. C'est ce que révèle une étude réalisée par des chercheurs de l'armée américaine. Tant en 2009 qu'en 2010, un plus grand nombre de soldats américains sont morts de suicide que lors des combats.

Cela en valait-il vraiment la peine

Le déclin de l'empire américain

Le 18 mars 2003, ECAAR (EConomists Allied for Arms Reduction – Économistes unis pour la limitation des armements) rédigeait un pamphlet contre le déclenchement d'une guerre unilatérale en Irak. Le texte était signé par plus de deux cents économistes américains, dont sept lauréats du prix Nobel et deux anciens présidents du Comité des conseillers économiques de la Maison-Blanche.

Ce texte constituait la base d'une annonce publiée dans le Wall Street Journal. En voici quelques extraits :

« En tant qu'économistes américains, nous nous opposons à une guerre unilatérale contre l'Irak que nous considérons comme inutile et néfaste pour la sécurité et l'économie des États-Unis et de l'ensemble de la communauté mondiale. » « (...) Nous doutons que la guerre serve la sécurité et qu'elle n'accroisse le risque d'instabilité future et de terrorisme. Nous pressentons clairement l'immédiate tragédie humaine et les destructions de la guerre, ainsi que la potentialité de dégâts économiques graves pour notre nation et le monde entier. » « (...) Nous ne croyons pas que cette guerre soit nécessaire pour la sécurité nationale des États-Unis. Une économie saine est nécessaire pour la sécurité des États-Unis et le développement économique pacifique du reste du monde. »

La guerre contre l'Irak est la cause de la crise économique

Cette explication donne une image douloureusement précise de ce qui allait suivre : Cette guerre a plongé les États-Unis et le reste du monde dans une crise économique et elle a indiqué clairement les limites de la puissance américaine. La résistance irakienne contre l'occupation est coresponsable du déclin de l'Amérique tel qu'il fut prédit en 2004 : « Nous figerons les occupants ici en Irak, épuiserons leurs moyens et effectifs et briserons leur volonté de combattre.

Nous les obligerons à investir autant qu'ils pourront voler, si pas plus. Nous perturberons le flux du pétrole volé, puis l'arrêterons de sorte que leurs plans deviendront inutiles. »

Le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz a calculé le prix de la guerre

Joseph E. Stiglitz, lauréat du prix Nobel et l'un des signataires de la déclaration susmentionnée, a calculé les coûts de la guerre en Irak dans son ouvrage paru en 2008, *The Three Trillion Dollar War* (La guerre à trois mille milliards de dollars). Il conclut : « Il n'existe pas de déjeuner gratuit, pas plus qu'il n'existe de guerre gratuite.

L'aventure irakienne a gravement affaibli l'économie américaine et la misère va bien plus loin que la crise des hypothèques. On ne peut dépenser 3.000 milliards de dollars – oui, 3.000 milliards de dollars – dans une guerre ratée à l'étranger sans en ressentir la douleur dans son propre pays. »

Stiglitz décrit ce qu'on pourrait payer avec ces milliards de dollars : 8 millions d'habitations ou 15 millions d'enseignants, les soins de santé pour 530 millions d'enfants pendant un an, des bourses universitaires pour 43 millions d'étudiants. Ces 3.000 milliards de dollars résoudraient le problème de la sécurité sociale de l'Amérique pour un demi-siècle.

En ce moment, dit Stiglitz, l'Amérique consacre 5 milliards de dollars par an à l'Afrique et se fait du mouron parce qu'elle est sur le point d'y être supplantée par la Chine :

« Cinq milliards de dollars, cela représente en gros 10 jours de guerre.

Cela vous donne une idée du gaspillage de moyens ! »

Cela s'aggrave encore

« Maintenant que les États-Unis vont mettre un terme à la guerre en Irak, il s'avère que notre estimation de 3.000 milliards de dollars (couvrant aussi bien les dépenses publiques pour la guerre que l'impact plus large sur l'économie américaine) était bien trop basse. Ainsi, les coûts du diagnostic, du traitement et des compensations des vétérans handicapés se sont révélés plus élevés que nous ne nous y étions attendus », écrivait Joseph Stiglitz le 3 septembre 2010 dans The Washington Post.

Encore plus dramatiques sont les conséquences pour le Moyen-Orient même.

Un rapport publié par le Strategic Foresight Group en Inde, dans un ouvrage intitulé Les coûts du conflit au Moyen-Orient, a calculé que, ces vingt dernières années, les conflits dans la région ont coûté aux pays et aux habitants 12.000 milliards de dollars (!).

Le rapport indien ajoute que le Moyen-Orient « a consacré un montant record aux dépenses militaires des vingt dernières années et qu'il est considéré comme la région la plus armée du monde ». Imaginez que ce montant soit consacré au développement des régions rurales et des infrastructures urbaines, des barrages et des réservoirs, de la désalinisation et de l'irrigation, du reboisement et des pêcheries, de l'industrie et de l'agriculture, de la médecine et de la santé publique, du logement et des technologies de l'information, des emplois, de l'intégration équitable des villes et des villages et aux réparations des dégâts de la guerre au lieu de produire des armes qui ne sèment que la destruction.

Les conséquences dramatiques de la prétendue « démocratie florissante » pour l'Irak

L'argent de la guerre du contribuable américain a non seulement ruiné l'économie américaine et plongé le reste du monde dans une crise économique, il a aussi anéanti une nation souveraine qui ne souhaitait aucunement faire partie du « Nouvel Ordre mondial ». La situation dramatique qui règne en Irak dément de façon criarde Irak, le ministère de la Défense a payé à des entrepreneurs privés américains jusqu'à 300 millions de dollars dans les années 2009-2011 pour la production d'informations et de programmes de distraction dans les médias irakiens et ce, dans une tentative de présenter une image sympathique à la population locale afin que celle-ci soutienne les objectifs américains et le gouvernement irakien.

Lé désinformation, une arme stratégique de la guerre

« Cette année, les dépenses en public relations du Pentagone censées 'rallier les cœurs et les esprits' tant au pays qu'à l'extérieur, s'élèveront à 4,7 milliards de dollars au moins », communiquait en 2009 la Fondation Nieman pour le journalisme à l'Université de Harvard, se demandant où se situe exactement la frontière entre information et propagande.

Le public n'est pas censé être mis au courant de tous les méfaits de la machine de guerre américaine et la désinformation se diffuse à grande échelle pour être avidement reprise par un appareil médiatique ami.

« Il est essentiel aussi essentiel pour le succès du nouveau gouvernement irakien et pour les troupes américaines de communiquer efficacement avec notre public stratégique (c'est-à-dire le public irakien, panarabe, international et américain) que de recevoir un large soutien dans nos thèmes centraux et nos informations », disait l'annonce de recrutement d'une équipe de 12 entrepreneurs civils en Irak.

Une catastrophe humanitaire encore jamais vue

Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), António Guterres, a constaté que la guerre de l'Irak est le conflit le plus retentissant au monde, mais également la crise humanitaire la moins connue. Examinons donc quelques-uns des « résultats » destructeurs de cette guerre et de cette occupation de ce même Irak que l'élite américaine qualifie de « démocratie florissante » : 1,45 million de victimes. Le nombre est choquant et dégrise. Il est au moins dix fois plus élevé que la plupart des estimations citées dans les médias américains, mais il s'appuie sur une étude scientifique portant sur les morts irakiens par violence suite à l'invasion demars 2003 dirigée par les États-Unis ; la mortalité infantile irakienne a augmenté de 150 pour 100 depuis 1990, lorsque, pour la première fois, les Nations unies ont imposé des sanctions ; en 2008, 50 pour 100 seulement des enfants en âge de fréquenter l'école primaire allaient en classe, contre 80 pour 100 en 2005 ; en 2007, l'Irak millions d'orphelins, selon les statistiques officielles du gouvernement ; l'Irak compte entre 1 et 2 millions de veuves ; d'après des chiffres de l'UNHCR, il y a 2,7 millions d'Irakiens expatriés et 2,2 millions de réfugiés, surtout dans les pays voisins. Un Irakien sur six a quitté son pays. Le Croissant-Rouge irakien estime que plus de 83 pour 100 des expatriés irakiens sont des femmes et des enfants, dont la majorité de moins de 12 ans ; on estime que 8 millions d'Irakiens ont besoin d'aide humanitaire ; 70 pour 100 des Irakiens n'ont pas accès à l'eau potable. Le taux de chômage est officiellement de 50 pour 100 et,

officieusement, de 70 pour 100. 43 pour 100 des Irakiens vivent dans une pauvreté profonde. 4 millions de personnes souffrent d'un manque de nourriture. 80 pour 100 des Irakiens n'ont pas accès à des équipements sanitaires décentes ;60 pour 100 seulement des 4 millions de personnes dépendant de l'aide alimentaire ont accès aux rations distribuées par le Système de distribution publique(PDS) contre 96 pour 100 en 2004 ;l'Irak n'a plus d'argent pour le paiement des indemnités aux veuves, les plantes servant dans l'agriculture et autres programmes pour les pauvres, a déclaré le président du Parlement, le 21 novembre 2010, et ce dans une des nations les plus riches en pétrole de la terre ;diverses minorités confessionnelles irakiennes (chaldéens, orthodoxes syriens, chrétiens assyriens et arméniens, communautés yezidi et mandéennes) courent le risque d'être éradiquées parce qu'elles sont confrontées à des niveaux inouïs de violence, d'après un rapport de Minority Rights Group International ;d'après un rapport d'Oxfam, 33 pour 100des femmes n'ont pas reçu la moindre aide humanitaire depuis 2003 ; 76 pour 100 des veuves n'avaient pas reçu la moindre pension ; 52 pour 100 étaient au chômage ;55 pour 100 s'étaient expatriées depuis 2003 et 55 pour 100 avaient été victimes de violence(s) ;des années d'instabilité et de guerre ont fait qu'entre un et deux millions de femmes sont chefs de famille (FHoH) en Irak : veuves, divorcées et soignante de leur époux malade. À peine 2 pour 100 de ces femmes chefs de famille travaillent régulièrement, selon l'Organisation internationale de la migration (OIM).

Prendre la vie à des personnes innocentes est devenu une composante de la vie quotidienne.

Dirk Adriaensens

22 décembre 2011

Dirk Adriaensens est le coordinateur de SOS Iraq et il est membre du BRussells Tribunal. Entre 1992 et 2003, il a dirigé plusieurs délégations en Irak afin d'y observerles effets des sanctions. Il est également coordinateur de la Global Campaign against the Assassination of Iraqi Academics (Campagne mondiale contre l'assassinat d'universitaires irakiens).

Source originale : De wereld morgen

Traduit du néerlandais par Jean-Marie Flémal pour Investig'Action

---

3-4 Gilles Munier : Les dirigeants irakiens s'entre- assassinent.

La cohabitation plus ou moins conflictuelle qui règne à la tête de l'Irak entre politiciens irakiens pro-américains et pro-iraniens – ou adeptes du double jeu - a volé en éclat : Nouri al-Maliki accuse Tarek al-Hashemi – un des vice-présidents de la République – d'avoir tenté de l'assassiner, le 28 novembre dernier, dans la Zone verte hyper-sécurisée, près du Parlement où il devait prendre la parole. Mais Oussama al- Noujafi, président du Parlement, n'est pas de cet avis. Il affirme que c'est lui qui était visé. Selon un témoin, un kamikaze aurait pénétré dans l'enceinte du Parlement au volant d'un véhicule identique à ceux du convoi de Noujafi, ennemi politique du Premier ministre. Refoulé, faute de badge, il aurait alors actionné sa charge explosive.

Un mandat d'arrêt ayant été lancé à l'encontre de Tarek al-Hashemi pour « terrorisme », le Bloc Iraqiya (82 députés, 9 ministres au gouvernement) auquel il appartient, a décidé, le 17 décembre, de boycotter le gouvernement. Il accuse Nouri al-Maliki d'avoir fait placer des chars et des véhicules blindés devant les résidences des dirigeants d'Iraqiya habitant dans la Zone verte.

Maliki : un dictateur pire que Saddam Hussein !

Tarek al-Hashemi s'est réfugié à Erbil, capitale de la Région autonome du Kurdistan, où il s'est placé sous la protection de Jalal Talabani, président de la République. Il crie au complot. Selon lui : « Al-

Maliki est derrière tout ça. Le pays est entre les mains d'Al-Maliki. Tous les efforts faits en vue de parvenir à une réconciliation nationale et pour unifier l'Irak appartiennent au passé ». Ses accusations rejoignent celles de Salah al-Mutlaq, vice-Premier ministre, membre d'Iraqiya, qui a déclaré sur une chaîne de télévision irakienne : « Maliki est un dictateur pire que Saddam Hussein car ce dernier était un bâtisseur alors que lui n'a absolument rien fait ». Le Premier ministre a réagi en le limogeant. La décision devra être confirmée par le Parlement qui se réunira à cet effet le 3 janvier prochain.

Plusieurs observateurs notent qu'à chaque fois que la coalition chiite pro-iraniennne prépare un coup de force ou se trouve en difficulté, un complot, un attentat ou un massacre arrive à point nommé pour resserrer les rangs de ses partisans. Pour Massoud Barzani, président de la Région autonome du Kurdistan, l'Irak s'achemine vers « une crise profonde » qui risque de faire effondrer le « processus politique ».

Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/>

---

---

#### 4 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

##### 4-1 New Orient News : La défaite de l'empire américain.

Lorsqu'ils ont décidé d'envahir et d'occuper l'Irak, en 2003, les Etats-Unis ont tenté d'imposer leur vision d'un monde unipolaire. Cette guerre avait pour but de terroriser toutes les puissances régionales et internationales qui osaient relever la tête, et de détruire les Nations unies en tant qu'organisation basée sur le partenariat dans le processus de prise de décisions. C'est ce qu'avait affirmé Washington à la veille et après l'invasion de l'Irak. Il a aussi clairement exprimé son intention de remodeler le Moyen-Orient et de le placer sous son hégémonie en créant de nouvelles réalités régionales basées sur deux principes: protéger Israël après sa défaite au Liban (le retrait unilatéral de l'an 2000) et démembrer les deux pays réellement indépendants et soutenant la Résistance: la Syrie et l'Iran.

Certains experts américains affirment que l'invasion de l'Irak a atteint ses objectifs dans la mesure où l'entourage de George Bush a amassé des fortunes colossales à travers le pillage du pays, sans compter que les cartels du pétrole et de l'armement ont raflé des contrats faramineux. Le tout sous le parrainage de l'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Certes, le clan de la guerre, appuyé par le lobby sioniste, a des raisons de se réjouir en prenant en compte ces considérations matérielles. Mais mis à part ces maigres dividendes, l'occupation de l'Irak, suivie des guerres du Liban en 2006 et de Gaza en 2008-2009, ont été une véritable catastrophe d'ordre stratégique pour les Etats-Unis et leurs protégés israéliens. Les sacrifices consentis par les Irakiens, qui ont infligé des pertes énormes aux troupes américaines, ainsi que les revers subis par les Israéliens au Liban et en Palestine, ont prouvé que les peuples de l'Orient arabe, qui ont résisté et défendu leur dignité et leur indépendance, ont infligé à l'alliance impérialiste, notamment aux Etats-Unis, une défaite historique aux conséquences stratégiques.

La commission bipartisane Baker-Hamilton a publié, après la défaite israélienne en 2006, un rapport qui présente l'évaluation de l'establishment américain. La conclusion se résume en un seul mot: l'échec. Dès lors, la politique américaine n'avait plus qu'un seul but: contenir cet échec et limiter les dégâts en optant pour la soft power, qui se base sur les guerres secrètes menées par les services de renseignements et une panoplie de sanctions lesquelles ont montré leur impuissance à réaliser les buts que la force militaire a été incapable d'atteindre.

L'éclatement de la crise économique et financière qui secoue les Etats-Unis et l'Occident n'est pas un hasard. Elle est directement liée aux défaites successives dans les guerres qui ont couté un trillion de dollars. Les experts s'attendent à une nouvelle crise encore plus dévastatrice que celle qui a frappé les Etats-Unis en 2008 et l'Europe en 2011. Ce n'est pas un hasard non plus que la fuite américaine de l'enfer de la Résistance irakienne coïncide avec les revers de la CIA au Liban et en Iran (Voir ci-dessous). Il est clair que le soft power, déployé après les défaites militaires rencontre des difficultés non moins graves que le hard power.

Prémices de l'échec du plan contre la Syrie.

Le retrait d'Irak, passé sous silence par les médias dominants dans le but de préserver le moral déjà très affecté de l'armée et du peuple américains, constitue l'événement fondateur d'un monde nouveau qui verra les compétiteurs des Etats-Unis se relever pour faire face à l'hégémonie d'une superpuissance déclinante. Les prémices de cette ère commencent à poindre avec la constitution d'un nouveau front international, les Brics, qui refusent que l'Occident continue à gérer unilatéralement les affaires du monde.

Les développements de la crise en Syrie, où les Américains et leurs alliés arabes et européens ont des difficultés à imposer leur volonté, illustrent cette tendance à un monde multipolaire. En Syrie, les sanctions que l'alliance occidentale s'efforçait de mettre en place à travers la Ligue arabe commencent à s'effondrer. Grâce à un subtil jeu politique et diplomatique, Damas a réussi à ouvrir des brèches importantes par le biais de l'Irak, qui a ravi l'initiative au Qatar. Avec le Liban et la Jordanie, qui refusent de mettre en œuvre les sanctions décidées par la Ligue arabe, c'est tout le système que les pays du Golfe voulaient mettre en place qui vacille. Un article publié dans le Foreign policy par deux experts internationaux précise que les sanctions adoptées contre la Syrie affectent le peuple et renforcent l'Etat, qui dispose d'un large éventail de solutions de rechange pour contourner les sanctions et les vider de leur sens.

Les pressions politiques arabo-occidentales ont encore moins d'effets que les mesures de rétorsions économiques. Les tentatives forcenées d'internationaliser la crise en envoyant le dossier au Conseil de sécurité se heurtent à la position ferme de la Russie et de ses amis du Brics. Moscou a procédé à une manœuvre politico-diplomatique remarquable qui a, à son tour, ravi l'initiative aux Etats-Unis. En présentant un projet de loi sur la Syrie au Conseil de sécurité, la Russie a coupé l'herbe sous les pieds des Occidentaux qui font actuellement preuve d'une grande confusion, autant que leurs marionnettes du Conseil national syrien mené par Burhan Ghalioun. Ce dernier, très maladroit, ne cache plus ses intentions en affirmant que l'opposition syrienne a pour objectif de déconnecter la Syrie de ses alliances actuelle avec l'Iran et les mouvements de résistance pour l'amarrer solidement au camp occidental.

Pendant ce temps sur le terrain, les groupes terroristes multiplient leurs crimes et leurs attaques contre les troupes régulières. Mais ces actions armées sont incapables de modifier les rapports de forces internes qui restent largement en faveur du pouvoir syrien.

Source : New Orient News

Lundi 19 décembre 2011

[http://www.neworientnews.com/...](http://www.neworientnews.com/)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19